

NOTE DE SYNTHÈSE

Objet : critique de la politique économique de la zone "euro", et plaidoyer pour une politique nouvelle de "rupture keynésienne" adaptée à chaque Etat.

1. Le contexte

a. La notion "d'ordo-libéralisme"

Pour la résumer en un mot, la politique économique de la zone "euro", mise en œuvre par la BCE sous l'égide des autorités allemandes, dans la lignée de la doctrine du FMI et de la Banque Mondiale (i.e. le "consensus de Washington"), peut être désignée par le terme d' "ordo-libéralisme".

Si l'on décompose ce vocable, "ordo" renvoie à "comptes publics en équilibre" ou "rigueur budgétaire" ; "libéralisme" signifie "laisser agir les forces du marché", par le biais d'un secteur bancaire libre de l'initiative et du choix de son action sur l'économie, avec une totale facilité de création monétaire, mais tout en étant soumis à des règles prudentielles très strictes.

Poussée à l'extrême dans le cas de la Grèce, cette politique, qui pourrait aussi se qualifier d' "anti-keynésienne", a conduit le pays à la récession, car l'abondance de liquidités est restée bloquée à l'intérieur de la sphère bancaire, alors que les agents économiques "réels" (entreprises, ménages et agences publiques) ont été littéralement asséchés financièrement.

b. L'euro, une devise en or dans un arrière-plan de déflation

Peu de gens comprennent réellement le fonctionnement du marché des changes, qui a été fortement recomposé depuis une vingtaine d'années, à l'occasion de la mise en place de l'euro; deux points forts émergent de cette recomposition : d'une part l'apparition d'un marché des changes dominé par trois "méga-devises" : dollar, euro et yen, qui représentent à elles seules les trois-quarts du total des transactions quotidiennes; d'autre part, dans les zones géographiques correspondant à ces "méga-devises" , la disparition progressive de l'inflation, qui commence à présent à se transformer en déflation : c'est un peu comme si, par leur poids, ces méga-diverses tiraient les prix vers le bas, comme si elles "valaient de l'or" et donc possédaient une valeur d'échange inaltérable dans le temps.

c. Une équation économique démontrée : PIB ~ M3

Des travaux que nous avons menés depuis une quinzaine d'années avec une petite équipe d'étudiants-chercheurs ont démontré une équivalence a priori non évidente, mais qui se révèle constante dans le temps et dans l'espace, à savoir :

PIB ~ M3, autrement dit le **produit intérieur brut** est équivalent à la **masse monétaire M3**.

Rappelons que le PIB représente la création de valeur ajoutée annuelle d'un pays, alors que la masse monétaire M3 correspond elle aux total des billets et des pièces, des dépôts à vue et à court terme, ainsi que des fonds communs de placement monétaires (soit l'ensemble de l'argent dont on peut bénéficier immédiatement sans risque de perte en capital): d'un côté un flux de richesse créée en un an; de l'autre, un stock d'argent liquide disponible pour assurer les transactions.

De cette équivalence inattendue (un flux annuel équivaut à un stock permanent), mais régulièrement vérifiée sur longue période (dans une fourchette de + ou - 20% selon les pays), découle une implication essentielle : si l'on réduit la masse monétaire d'un certain montant, on réduit dans la foulée le PIB d'un montant équivalent; inversement, si l'on augmente de tant la masse monétaire, on augmente en proportion le PIB. Il est à remarquer que les politiques "ordo-libérales", qui conduisent à "faire des économies" et à restreindre l'argent en circulation, se placent de fait dans la première hypothèse, à savoir rationner la masse monétaire, et donc empêchent l'essor du PIB : elles sont de ce fait contre-productives.

2. Vers une nouvelle politique économique et monétaire

a. L' "ordo-libéralisme", un dogme économique qui ne marche pas

Début 2014, Olivier Blanchard, chef-économiste du FMI, le reconnaissait lui-même: les politiques d'austérité imposées aux Etats pour rétablir l'équilibre budgétaire, condition de l'attribution de prêts par le Fonds, auraient peut-être en fait un "coefficient multiplicateur moins élevé que prévu" en termes d'impact sur la croissance et le PIB.

Exprimé dans un langage ampoulé et pseudo-scientifique, ce constat - dont il importe cependant de souligner l'honnêteté et l'humilité - rejoint la thèse du paragraphe 1/c ci-dessus, à savoir le lien direct entre M3 et PIB; les politiques "ordo-libérales" impliquent des restrictions dans les dépenses et les investissements des agents économiques, qui reviennent à ponctionner leur argent et à réduire ainsi la masse monétaire M3, d'où un gel de la croissance (c.q.f.d.).

Ces politiques, qui reposent sur une sorte dogme économique-religieux ("il faut être sérieux", " il ne faut pas dépenser plus que ce que l'on gagne", "la banque centrale n'a pas à financer la dette de l'Etat"..), n'ont à vrai dire aucun fondement scientifique, et elles sont de fait totalement contre-productives dans le contexte actuel de stagnation économique et de morosité psychologique.

De plus, par leur côté restrictif, elles briment les PME et les ménages, provoquant ainsi leur colère, voire leur révolte (cf. l'interminable crise grecque...) : ces politiques sont donc véritablement à bannir!

b. Vers un néo-keynésianisme positif

Pour faire repartir l'économie française et aussi celle de toute la zone "euro", nous proposons des mesures qui s'écartent radicalement de la politique actuelle centralisée de la BCE, et ce même si son actuel président, M.Draghi, est un homme d'une grande ouverture d'esprit.

En premier lieu, il convient de rendre son autonomie à chaque banque centrale nationale, Banque de France et autres banques centrales des pays de la zone "euro", en imposant à la BCE de leur allouer un volant annuel de masse monétaire en euro équivalent à 10 ou 20% du PIB (soit pour la France, un total de 200 à 400 milliards). Ces sommes seraient utilisées pour orienter l'économie nationale dans le sens voulu par ses dirigeants et adapté au pays, via une concertation entre pouvoirs publics et banque centrale, en retenant la possibilité d'employer tout ou partie de cet argent sous forme de subventions directes à l' "économie réelle" ; c'est ainsi que, dans le cas français, nous suggérons de fournir une dotation de 5 000 € par ménage et de 20 ou 30 000€ par petite entreprise (soit 200 milliards au total), pour provoquer un coup de fouet à l'économie et pour redonner le moral aux gens (particuliers et chefs d'entreprise).

En deuxième lieu, il faut reprendre le contrôle du secteur bancaire national, en court-circuitant le MSU (Mécanisme de Surveillance Unique) instauré en 2014, qui place à présent directement sous le contrôle de la BCE les 130 plus grands établissements bancaires de la zone "euro" (c'est ainsi qu'en Allemagne un représentant de la BCE siège désormais au conseil d'administration de chaque banque supervisée).

En troisième lieu, il serait pertinent de transformer la dette publique en obligations à durée indéterminée; les obligations d'Etat, qui dans le cas français ont une échéance moyenne un peu inférieure à dix ans, donnent lieu chaque années à de nouvelles émissions sur le marché (de l'ordre de 300 milliards au total), destinées à prolonger les emprunts existants arrivés à échéance, et aussi à financer le nouveau déficit (de l'ordre de 60 milliards actuellement).

En remplaçant les obligations d'Etat classiques (OAT) par des obligations à durée indéterminée (autrefois appelées "dettes perpétuelles"), on mettrait ainsi la dette publique à l'abri des caprices du marché, ce qui permettrait aux pouvoirs publics de se consacrer en toute sérénité à la gestion économique et sociale du pays (ce qui n'empêcherait pas bien sûr de viser l'objectif parallèle de rétablir rapidement l'équilibre des comptes publics, par le biais notamment d'une réduction des dépenses injustifiées , notamment en matière de Sécurité sociale).

c. Plan de bataille proposé

De telles mesures, qui heurtent de front le dogmatisme monétaire imposé par l'Allemagne, présentent un double avantage : d'une part, si on les applique effectivement, en gonflant la masse monétaire, on relancera l'industrie et le commerce tout en redonnant confiance et optimisme à nos concitoyens ; d'autre part, elles ne coûtent rien, car leur principal carburant est l'argent émis par la BCE, argent produit gratuitement, le tout dans un contexte protégé contre le risque d'inflation, et ce grâce au caractère déflationniste de l'euro.

Par contre, elles ne sont pas politiquement correctes, et leur simple évocation donnera certainement lieu à une féroce levée de boucliers de la part de l'oligarchie qui gouverne la zone "euro", à savoir les dirigeants allemands et leurs alliés naturels (Autriche, Pays-Bas, Luxembourg...) , les responsables de la Commission européenne, et dans une moindre mesure l'état-major de la BCE.

C'est pourquoi il conviendrait de proposer ces mesures dans le cadre d'une coalition de pays de la zone "euro" qui veulent en finir avec cet "ordo-libéralisme" nocif; on pourrait ainsi imaginer que la France, dotée de dirigeants renouvelés et patriotes, se rapproche de plusieurs autres nations amies : Italie, Espagne, Portugal, Grèce, Irlande, Belgique... afin de les faire adhérer à cette politique nouvelle et à l'imposer, si elles en sont convaincues, par effet de groupe à l'ensemble des dirigeants de l'euro-zone; une idée pourrait être notamment de reprendre la procédure de référendum populaire appliquée en juillet 2015 par la Grèce, mais malheureusement ensuite remise en question du fait de l'isolement et du faible poids de ce pays au sein de l'euro-zone.

Conclusion

Les mesures ici proposées sont radicales, anticonformiste et loin des idées dominantes prônées par l'oligarchie monétaire européenne; elles ont à contrario l'avantage d'être réalistes, efficaces, simples à mettre en œuvre et quasi-gratuites à exécuter.

Même si c'est difficile, il est indispensable de lancer sans tarder un tel "plan de bataille", faute de quoi l'Europe de l'Ouest risque dans les années qui viennent d'être le triste théâtre d'un Continent à feu et à sang....

Joseph LEDDET

